

**Mairie de
SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY**
3 Place de la mairie
18110
SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY

Tél. : 02 48 66 61 61
Fax : 02 48 64 52 57

REPUBLICQUE FRANCAISE
(CHER)

Dossier N° **PC 018 223 22 T0025 M02**

Déposé le : **22 mars 2023**
Affiché en mairie le : 24 mars 2023
Demandeur : **Monsieur Kévin GUMUS**
Pour : **la modification des tuiles**
Adresse des travaux : **404 RTE DU MONTET**
18110 SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY

ARRÊTÉ

Accordant un permis de construire modificatif Au nom de la commune de SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY

Le maire de SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY,

Vu la demande de permis de construire modificatif présentée le 22 mars 2023 par Monsieur Kévin GUMUS, demeurant à 12 RUE DES MESANGES à SAINTE-SOLANGE (18220) et enregistrée par la mairie de SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY sous le numéro PC 018 223 22 T0025 M02 ;

Vu l'objet de la demande :

- Pour la modification des tuiles ?
- Sur un terrain situé 404 RTE DU MONTET, à SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY (18110) ;

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé par délibération du conseil municipal du 01/07/2006 et modifié les 11/12/2007 et 14/09/2010 ;

Vu la zone U, secteur Uh du règlement du plan local d'urbanisme ;

Vu le permis initial n°PC 018 223 22 T0025 accordé le 02/09/2022 ;

Vu le permis modificatif n°PC 018 223 22 T0025 M01 accordé le 08/11/2022 ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire modificatif est ACCORDE.

Fait à SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY,
le **27/04/2023**

Le Maire,

Fabrice CHOLLE



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site Internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site Internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par l'article L.242-1 du code des assurances.